

ACTION URGENTE

PAKISTAN. UNE GRAVE POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE MET LA SANTÉ DE MILLIONS DE PERSONNES EN DANGER

L'air du Pendjab, la province la plus peuplée du Pakistan, est si toxique que la santé et la vie des personnes sont gravement menacées. Les écoles ont dû fermer leurs portes, les pathologies respiratoires sont en augmentation et les gens ont du mal à respirer. Le 13 novembre, l'indice de la qualité de l'air à Lahore, la capitale du Pendjab, a atteint 556, dépassant de loin le seuil des niveaux « dangereux », fixé à 300. Le gouvernement pakistanais évalue la qualité de l'air au moyen de mesures non conformes aux normes internationales. Par conséquent, les personnes ne sont pas suffisamment informées ni équipées pour se protéger du smog. L'État pakistanais doit s'acquitter de ses obligations en matière de droits humains et prendre des mesures de toute urgence pour protéger la population des conséquences néfastes de la mauvaise qualité de l'air.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre d'État aux changements climatiques

Zartaj Gul Wazir

4th floor, Local Government Complex

G-5/2, Islamabad

+92 51 9245710

Fax : +92 51 9245841

Courriel : zartajgullwazir@gmail.com

Madame la Ministre,

Je vous écris pour vous faire part de ma profonde inquiétude face aux dangers que la pollution atmosphérique représente pour la santé et la vie des habitantes et habitants de Lahore.

L'incapacité des pouvoirs publics à protéger adéquatement les personnes contre l'exposition à cet air pollué met en péril leurs droits fondamentaux, notamment leurs droits à la santé et à la vie.

Un rapport de 2018 de l'Organisation mondiale de la santé a montré que les enfants étaient particulièrement vulnérables aux effets néfastes d'un air dangereusement pollué sur la santé. En effet, les poumons d'un enfant, encore en développement, nécessitent deux fois plus d'oxygène que ceux d'un adulte ; en conséquence, les enfants tombent régulièrement malades à cause de l'air qu'ils respirent. L'espérance de vie serait déjà réduite de cinq ans pour les habitantes et habitants de Lahore du fait de la mauvaise qualité de l'air.

Compte tenu des effets potentiellement catastrophiques de la mauvaise qualité de l'air sur la vie, la santé et les droits fondamentaux des personnes, je vous appelle à prendre des mesures de toute urgence pour protéger la population de Lahore contre les conséquences de cette pollution atmosphérique. Je vous engage notamment à :

- faire le nécessaire pour que les habitantes et habitants de Lahore aient accès à des informations correctes sur la gravité du smog ;*
- mettre en œuvre les recommandations de la Commission du smog du Pendjab nommée par les tribunaux, y compris le Plan d'action du Pendjab pour un air propre.*

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Le droit à la santé est reconnu dans de nombreux instruments internationaux que le Pakistan a ratifiés, notamment le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (article 12.1), la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (articles 11.1-f et 12) et la Convention de 1989 relative aux droits de l'enfant (article 24). S'abstenir de respecter, de protéger et de réaliser ce droit est une violation des droits humains.

Dans son rapport de mars 2019, le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et l'environnement précise les composantes du droit de respirer de l'air pur, qui englobent la surveillance de la qualité de l'air et de ses conséquences sur la santé humaine, et la mise à disposition du public des informations relatives à la qualité de l'air.

L'air a été évalué comme « presque nocif » ou « très nocif » la plupart du temps cette année au Pendjab. Pendant la « saison du smog » (d'octobre à janvier), la qualité de l'air atteint des niveaux « dangereux » selon de nombreuses sources indépendantes, parmi lesquelles les moniteurs de qualité de l'air installés par le Consulat des États-Unis à Lahore et les données participatives rassemblées par l'Initiative pour la qualité de l'air au Pakistan. Le niveau élevé de smog est un problème qui n'est ni nouveau, ni apparu subitement. Au lieu de se soustraire à ses responsabilités, le gouvernement pakistanais doit traiter le problème du smog comme ce qu'il est : une crise de santé publique.

Le 4 novembre, trois adolescentes ont porté plainte contre le gouvernement du Pendjab pour « violation de leur droit fondamental à un environnement propre et sain ».

Dans leur requête, les trois jeunes filles affirment que le gouvernement minimise l'ampleur de la crise car ses normes de mesure diffèrent des normes utilisées dans d'autres pays et reconnues au niveau international. Ainsi, un indice de qualité de l'air de 185 à la station météorologique de Lahore est classé comme « satisfaisant » sur le site du ministère de la Protection de l'environnement, alors qu'il est considéré comme « modérément pollué » en Chine et en Inde, et « nocif » à Singapour, en Corée du Sud et aux États-Unis.

La ministre d'État aux Changements climatiques avait déjà remis en question les données de l'indice de qualité de l'air, soutenant que l'air de Lahore était « loin d'être aussi mauvais que l'affirment des groupes d'intérêts ».

L'exposition prolongée ou intense à des niveaux dangereux de pollution atmosphérique peut entraîner de graves problèmes de santé, notamment de l'asthme, des affections pulmonaires, des bronchites et des troubles cardiaques, et réduire l'espérance de vie. Elle menace donc les droits des personnes à la vie et à la santé, ainsi qu'à un environnement sain.

Les travailleurs à faibles revenus, comme les travailleurs manuels, les ouvriers du bâtiment et les ouvriers agricoles, de même que les catégories de population marginalisées, sont particulièrement touchés, car la nature de leur activité les oblige à respirer un air pollué toute la journée. De plus, les soins médicaux n'étant pas abordables financièrement pour l'ensemble de la population, seules les personnes qui peuvent se le permettre seront en mesure d'avoir accès à des soins et à d'autres mesures préventives permettant d'atténuer les effets de l'exposition à la pollution atmosphérique.

La Commission du smog, dont les membres sont désignés par des juges, a formulé en mai 2018 une série de recommandations, dont l'adoption et la mise en œuvre immédiates du Plan d'action du Pendjab pour un air propre, la création d'Agences de réponse au smog au niveau de chaque district et l'adoption de technologies adaptées pour réduire les polluants dangereux émis par les fours en briques. Ces recommandations n'ont été suivies que partiellement, quand elles l'ont été. Les données en temps réel du ministère de la Protection de l'environnement relatives à la qualité de l'air demeurent inaccessibles au public et aucune initiative n'a été prise pour une transition vers des carburants de meilleure qualité.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 3 JANVIER 2020.

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOM ET PRONOM A UTILISER : la population (elle)